

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Février 2012**





DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Tableau des flux de trésorerie .....	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	19
Dette financière de l'Etat .....	20
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>21</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -24,2 milliards €

### «Une évolution du solde marquée par une augmentation des recettes»

Le solde d'exécution budgétaire fin février 2012 s'élève à -24,2 milliards € contre -28,0 milliards € fin février 2011 à périmètre constant. Cette variation (+3,8 milliards €) est due à des recettes fiscales en progression (+5,9 milliards €) et à

l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+5,2 milliards €). Les dépenses enregistrent en ce début de gestion un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé (+7,3 milliards €).

## Dépenses du budget général (hors R&D\*) : 49,3 milliards €

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,5 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ Mission **Défense** : 3,8 milliards € dont 2,5 milliards € sur le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,9 milliards € dont 2,6 milliards € relatifs au programme « Handicap et dépendance » avec notamment la dépense relative à l'allocation aux adultes handicapés (Cf Focus sur l'actualité en page 4) ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,4 milliard € répartis entre les programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Ville et logement** : 1,4 milliard € dont 1,3 milliard € relatif au programme « Aide à l'accès au logement » relatif à un versement au FNAL (Cf Focus sur l'actualité en page 4) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,0 milliard € dont 0,4 milliard € relatif au programme « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables ».

Les dépenses nettes à fin février 2012 s'élèvent à 49,3 milliards € contre 42,0 milliards € à fin février 2011 à périmètre constant. Cette progression concerne notamment les dépenses d'intervention (+2,9 milliards €), de fonctionnement (+2,1 milliards €) et d'investissement (+1,9 milliard €).

## Recettes du budget général (hors R&D\*) : 31,0 milliards €

### Les principales recettes du mois (hors R&D) :

**Impôt sur le revenu** : 10,1 milliards € ;

**TVA** : 9,6 milliards € ;

**Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,2 milliard € ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,7 milliards € ;

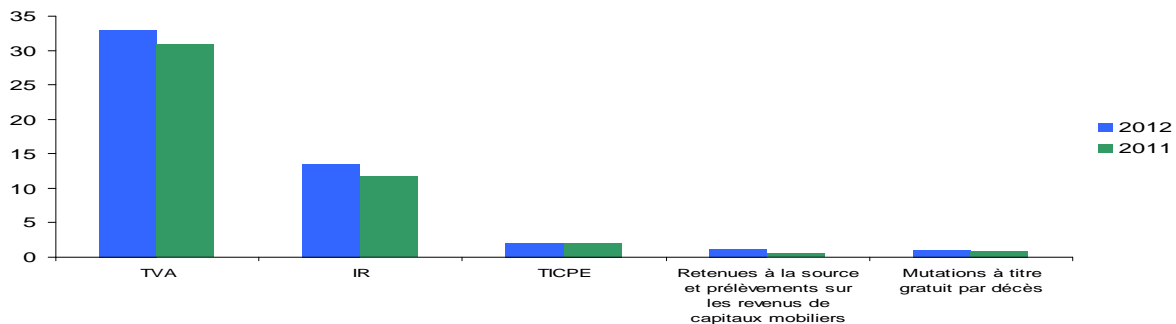
**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -4,7 milliards €.

\* hors R&D : hors remboursements et dégrèvements d'impôts



### Recettes fiscales (hors R&D) : 43,3 milliards €

Les recettes fiscales sont dynamiques en ce début d'année. Elles s'élèvent à 43,3 milliards € contre 39,3 milliards € à périmètre constant à fin février 2011. Le graphique ci-dessous illustre la progression des principales recettes fiscales brutes à fin février :



### Recettes non fiscales : 2,0 milliards €

Les recettes non fiscales à fin février 2012 s'élèvent à 2,0 milliards € contre 0,6 milliard € en 2011. Cet écart s'explique par une recette exceptionnelle enregistrée en 2012 par le budget général relative à la procédure d'attribution d'autorisations

d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -14,3 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin février 2012 à -14,3 milliards € contre -15,1 milliards € à fin février 2011.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -6,0 milliards €

#### Les principales évolutions du mois

Le **CAS Pensions** enregistre des dépenses et des recettes pour respectivement 4,2 milliards € et 5,0 milliards €. Le compte d'**avances aux collectivités territoriales** comptabilise des dépenses et des recettes pour respectivement 7,0 milliards € et 3,2 milliards €.

Au 29 février 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -6,0 milliards € contre -11,1 milliards € en février 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'encaissement de la quote-part de 1,2 milliard € attribuée au CAS « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du

spectre hertzien » pour la cession des fréquences dites « 4G », par des recettes plus importantes en 2012 au CAS Pensions (+2,5 milliards €) et par l'amélioration du solde du compte spécial « Prêts à des Etats étrangers » (+1,1 milliard € suite au prêt à la Grèce en 2011).

### Dettes financières de l'Etat au 29 février : 1 340,6 milliards €

Les flux significatifs enregistrés depuis le début de l'année concernent les OAT (émissions nettes de 19,8 milliards €) et les BTAN (émissions nettes de 2,3 milliards €).



### **☞ Allocation aux adultes handicapés**

Créée par la loi du 30 juin 1975, l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) est une prestation servie et financée comme une prestation familiale qui intéresse les adultes dont l'incapacité est au moins égale à 80% ou bien s'accompagne d'une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi. Une importante réforme de l'AAH a été mise en œuvre depuis 2008 visant à revaloriser cette prestation sur cinq ans. L'AAH est une dépense d'intervention relative au

programme « Handicap et dépendance » de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ». Elle est financée par l'Etat et versée par les caisses d'allocations familiales ou les caisses de mutualité sociale agricole aux bénéficiaires. En 2011, les dépenses budgétaires relatives à l'AAH se sont élevées à 7,2 milliards €. En février 2012, un premier versement de 2,3 milliards d'euros relatif à cette prestation sociale a été enregistré.

### **☞ Versement au Fonds national d'aide au logement**

Le Fonds National d'Aide au Logement (FNAL) est un organisme qui finance notamment l'Aide Personnalisée au Logement (APL) et l'Allocation de Logement Social (ALS). L'APL et l'ALS sont des aides financières versées, sous certaines conditions de ressources, par les caisses d'allocations familiales ou les caisses de mutualité sociale agricole pour réduire le montant de leur loyer ou de leur mensualité d'emprunt immobilier. Le FNAL est géré par la Caisse des dépôts et consignations. Ses ressources sont composées de

produits divers, ainsi que d'une contribution de l'Etat. Il s'agit d'une dépense d'intervention retracée au programme « Aide à l'accès au logement » de la mission « Ville et logement ». En 2011, 5,5 milliards € étaient consacrés au financement par l'Etat des aides au logement, soit la quasi-totalité des dépenses du programme. En 2012, il est prévu un montant similaire. En février 2012, on enregistre ainsi un premier versement de 1,26 milliard € au FNAL.



	Février	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-11 700</b>	<b>-24 229</b>	-28 025	-27 998	6
<b>Dépenses du budget général (hors R et D)</b>	<b>22 343</b>	<b>49 280</b>	41 993	41 932	6
<b>Recettes du budget général (hors R et D)</b>	<b>13 568</b>	<b>31 024</b>	25 093	25 059	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	10 103	13 287	11 582	11 582	
- IS	-448	-121	74	74	
- TVA	9 551	24 630	22 876	22 876	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-2 925</b>	<b>-5 973</b>	-11 125	-11 125	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>12 303</b>	<b>-83 534</b>			18
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-2 245</b>	<b>120 948</b>	106 979	106 979	19
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>17 111</b>	<b>1 340 609</b>			20

Les données retraitées de 2011 correspondent aux données exécutées de 2011 corrigées des changements de périmètre définis par la loi de finances pour 2012 (cf notes méthodologiques).



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	10 652	20 872	20 425	20 530
Dépenses de fonctionnement	2 704	8 611	6 497	6 361
Charges de la dette de l'Etat	337	2 798	2 999	2 999
Dépenses d'investissement	838	1 967	105	105
Dépenses d'intervention	7 664	13 841	10 947	10 918
Dépenses d'opérations financières	148	194	1	1
<b>Total des dépenses (hors R et D) (I)</b>	<b>22 343</b>	<b>49 280</b>	<b>41 993</b>	<b>41 932</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	21 521	43 275	39 309	39 274
Recettes non fiscales	397	2 006	568	569
Prélèvements sur recettes	-8 415	-14 326	-15 104	-15 104
Fonds de concours	65	69	320	320
<b>Total des recettes (hors R&amp;D II)</b>	<b>13 568</b>	<b>31 024</b>	<b>25 093</b>	<b>25 059</b>
<b>Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>21 983</b>	<b>45 350</b>	<b>40 197</b>	<b>40 163</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-8 775</b>	<b>-18 256</b>	<b>-16 900</b>	<b>-16 873</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	946	3 028	-445	-445
Solde des comptes de concours financiers	-3 981	-9 140	-10 861	-10 861
Solde des comptes de commerce	110	142	181	181
Solde des comptes d'opérations monétaires	18	14	379	379
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)</b>	<b>-2 925</b>	<b>-5 973</b>	<b>-11 125</b>	<b>-11 125</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)</b>	<b>-11 700</b>	<b>-24 229</b>	<b>-28 025</b>	<b>-27 998</b>





	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 652</b>	<b>20 872</b>	<b>20 425</b>	<b>20 530</b>
Rémunérations d'activité	6 350	11 863	11 820	11 879
Cotisations et contributions sociales	4 228	8 879	8 430	8 475
Prestations sociales et allocations diverses	74	130	175	176
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>11 691</b>	<b>28 408</b>	<b>21 568</b>	<b>21 402</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>997</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 704</b>	<b>8 611</b>	<b>6 497</b>	<b>6 361</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 645	2 831	629	632
Subventions pour charges de service public	1 059	5 780	5 869	5 729
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>337</b>	<b>2 798</b>	<b>2 999</b>	<b>2 999</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	337	2 798	2 999	2 999
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>838</b>	<b>1 967</b>	<b>105</b>	<b>105</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	731	1 695	99	99
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	107	272	6	6
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>7 664</b>	<b>13 841</b>	<b>10 947</b>	<b>10 918</b>
Transferts aux ménages	4 646	7 355	5 557	5 557
Transferts aux entreprises	946	1 328	1 038	1 019
Transferts aux collectivités territoriales	630	865	374	365
Transferts aux autres collectivités	1 442	4 293	3 979	3 977
Appels en garantie	0	0	0	0
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>148</b>	<b>194</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Prêts et avances	0	7	1	1
Dotations en fonds propres	21	22	0	0
Dépenses de participations financières	127	165	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>22 343</b>	<b>49 280</b>	<b>41 993</b>	<b>41 932</b>



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2012		Cumul à fin février 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>557</b>	<b>433</b>	<b>1 075</b>	<b>592</b>	<b>519</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	351	345	427	397	333
Diplomatie culturelle et d'influence	69	72	492	149	153
Français à l'étranger et affaires consulaires	137	16	156	34	33
Présidence française du G20 et du G8	0	0	0	12	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>285</b>	<b>284</b>	<b>468</b>	<b>438</b>	<b>396</b>
Administration territoriale	144	136	273	254	248
Vie politique, culturelle et associative	72	72	73	72	75
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	69	76	122	112	73
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>634</b>	<b>322</b>	<b>1 482</b>	<b>908</b>	<b>688</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	536	225	1 081	567	356
Forêt	0	0	205	149	157
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	34	35	76	75	63
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	64	62	120	117	112
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>30</b>	<b>169</b>	<b>583</b>	<b>633</b>	<b>519</b>
Aide économique et financière au développement	0	136	128	174	53
Solidarité à l'égard des pays en développement	30	33	455	459	466
Développement solidaire et migrations	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>27</b>	<b>32</b>	<b>2 154</b>	<b>2 106</b>	<b>683</b>
Liens entre la Nation et son armée	8	7	18	14	18
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	6	12	2 122	2 078	638
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	13	13	14	14	27
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>42</b>	<b>82</b>	<b>119</b>	<b>118</b>	<b>105</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	26	28	50	50	42
Conseil économique, social et environnemental	0	38	37	38	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	16	32	30	26
<b>CULTURE</b>	<b>113</b>	<b>107</b>	<b>213</b>	<b>211</b>	<b>278</b>
Patrimoines	22	29	24	36	73
Création	26	16	57	47	80
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	65	62	132	128	124
<b>DEFENSE</b>	<b>2 959</b>	<b>3 766</b>	<b>5 347</b>	<b>7 517</b>	<b>4 163</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	175	156	233	310	108
Préparation et emploi des forces	2 323	2 499	3 749	4 084	2 990
Soutien de la politique de la défense	243	188	370	299	209
Equiperment des forces	218	923	995	2 824	856
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>85</b>	<b>69</b>	<b>137</b>	<b>106</b>	<b>66</b>
Coordination du travail gouvernemental	41	35	74	60	50
Protection des droits et libertés	8	7	13	12	10
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	36	27	50	34	6
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>2 017</b>	<b>404</b>	<b>2 696</b>	<b>912</b>	<b>959</b>
Infrastructures et services de transports	1 452	79	1 460	110	40
Sécurité et circulation routières	3	1	5	1	0
Sécurité et affaires maritimes	16	6	70	14	11
Météorologie	0	0	152	51	49
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	7	6	14	9	2
Information géographique et cartographique	0	0	70	23	20
Prévention des risques	51	6	55	9	5
Energie, climat et après-mines	137	1	137	2	154
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	351	305	733	693	678



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2012		Cumul à fin février 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>255</b>	<b>128</b>	<b>361</b>	<b>218</b>	<b>167</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	171	76	227	118	79
Tourisme	32	1	32	1	0
Statistiques et études économiques	37	38	74	72	64
Stratégie économique et fiscale	15	13	28	27	24
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>397</b>	<b>397</b>	<b>2 908</b>	<b>2 908</b>	<b>3 119</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	337	337	2 798	2 798	2 999
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	60	60	110	110	120
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 631</b>	<b>5 526</b>	<b>10 840</b>	<b>10 661</b>	<b>10 427</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 524	1 537	3 061	3 066	3 054
Enseignement scolaire public du second degré	2 492	2 493	4 995	4 986	4 955
Vie de l'élève	484	310	848	662	568
Enseignement privé du premier et du second degrés	898	894	1 443	1 411	1 419
Soutien de la politique de l'éducation nationale	144	144	337	323	301
Enseignement technique agricole	89	148	156	213	130
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>1 171</b>	<b>1 085</b>	<b>2 204</b>	<b>2 009</b>	<b>1 649</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	786	751	1 614	1 479	1 287
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	15	11	26	25	13
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	147	105	200	158	84
Facilitation et sécurisation des échanges	181	176	322	303	264
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	9	10	9	1
Fonction publique	32	33	32	35	0
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>74</b>	<b>26</b>	<b>77</b>	<b>33</b>	<b>23</b>
Immigration et asile	73	26	76	32	23
Intégration et accès à la nationalité française	1	0	1	1	0
<b>JUSTICE</b>	<b>1 780</b>	<b>598</b>	<b>2 289</b>	<b>1 028</b>	<b>965</b>
Justice judiciaire	1 226	228	1 435	404	371
Administration pénitentiaire	180	231	385	412	349
Protection judiciaire de la jeunesse	61	54	125	116	116
Accès au droit et à la justice	74	65	80	67	108
Conduite et pilotage de la politique de la justice	239	20	264	29	20
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	0	0	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>32</b>	<b>37</b>	<b>32</b>	<b>37</b>	<b>85</b>
Presse	40	36	40	36	37
Livre et industries culturelles	-8	0	-8	0	47
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	1	0	1	1
Action audiovisuelle extérieure	0	0	0	0	0
<b>OUTRE-MER</b>	<b>1 074</b>	<b>427</b>	<b>1 144</b>	<b>458</b>	<b>386</b>
Emploi outre-mer	1 035	354	1 055	365	355
Conditions de vie outre-mer	39	73	89	93	32
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>-9</b>	<b>5</b>	<b>-6</b>	<b>7</b>	<b>2</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-17	4	-14	6	2
Interventions territoriales de l'Etat	8	1	8	1	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>998</b>	<b>997</b>	<b>1 018</b>
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	323	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2012		Cumul à fin février 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>535</b>	<b>966</b>	<b>11 859</b>	<b>6 310</b>	<b>5 929</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	77	173	2 813	2 875	2 854
Vie étudiante	84	223	553	436	378
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2	104	4 782	1 406	1 312
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 240	310	309
Recherche spatiale	0	0	1 306	737	776
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	180	356	932	395	188
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	170	95	195	121	82
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	15	38	30	30
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>94</b>	<b>197</b>	<b>4 162</b>	<b>1 516</b>	<b>1 250</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	13	48	3 006	964	912
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	134	126
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	81	82	418	418	212
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>350</b>	<b>440</b>	<b>349</b>	<b>470</b>	<b>52</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	1	66	-1	88	32
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions	277	277	277	277	2
Concours spécifiques et administration	72	97	73	105	18
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>6 790</b>	<b>7 513</b>	<b>10 223</b>	<b>10 907</b>	<b>10 652</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 198	6 895	9 514	10 174	9 690
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	592	618	709	733	962
<b>SANTE</b>	<b>562</b>	<b>172</b>	<b>562</b>	<b>172</b>	<b>4</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	7	4	7	4	4
Protection maladie	555	168	555	168	0
<b>SECURITE</b>	<b>1 633</b>	<b>1 403</b>	<b>3 030</b>	<b>2 758</b>	<b>2 431</b>
Police nationale	793	756	1 519	1 463	1 347
Gendarmerie nationale	840	647	1 511	1 295	1 084
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>23</b>	<b>27</b>	<b>26</b>
Intervention des services opérationnels	11	12	19	22	26
Coordination des moyens de secours	2	4	4	5	0
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>919</b>	<b>2 927</b>	<b>10 941</b>	<b>3 426</b>	<b>3 225</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	378	200	0
Actions en faveur des familles vulnérables	28	21	34	21	2
Handicap et dépendance	290	2 625	9 819	2 843	2 657
Egalité entre les hommes et les femmes	1	0	1	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	600	281	709	362	566



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2012		Cumul à fin février 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>138</b>	<b>85</b>	<b>31</b>
Sport	17	15	122	72	31
Jeunesse et vie associative	15	13	16	13	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 596</b>	<b>909</b>	<b>3 148</b>	<b>1 200</b>	<b>1 391</b>
Accès et retour à l'emploi	420	471	1 899	691	871
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 107	381	1 125	395	419
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	0	1	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	68	57	123	114	101
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>5 617</b>	<b>1 393</b>	<b>5 720</b>	<b>1 419</b>	<b>1 437</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	92	112	194	137	16
Aide à l'accès au logement	5 142	1 261	5 142	1 261	1 265
Développement et amélioration de l'offre de logement	8	20	8	21	0
Politique de la ville et du Grand Paris	375	0	376	0	156
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>35 295</b>	<b>29 861</b>	<b>85 276</b>	<b>60 187</b>	<b>52 645</b>

(1) Programme créée en 2012



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>10 301</b>	<b>13 486</b>	<b>11 814</b>	<b>11 814</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>360</b>	<b>707</b>	<b>638</b>	<b>638</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>222</b>	<b>959</b>	<b>968</b>	<b>968</b>
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>616</b>	<b>1 613</b>	<b>1 132</b>	<b>1 132</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	89	133	94	94
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	317	1 171	531	531
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	8	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	43	71	66	66
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	16	24	34	34
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	2	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	2	2	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	21	12	12
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	0	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	130	158	359	359
Recettes diverses	9	22	30	30
<b>Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (1) (E)</b>	<b>1 193</b>	<b>2 063</b>	<b>2 002</b>	<b>2 006</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 042</b>	<b>32 935</b>	<b>30 831</b>	<b>30 793</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 300</b>	<b>2 419</b>	<b>2 575</b>	<b>2 575</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	70	133	76	76
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	34	33	33
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	1	55	55
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	90	226	209	209
Mutations à titre gratuit par décès	621	1 065	945	945



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	40	88	63	63
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	91	60	60
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	9	13	10	10
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	30	18	18
Timbre unique	43	70	42	42
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	38	68	81	81
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	2	4	83	83
Taxe générale sur les activités polluantes	5	6	13	13
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	2	0	0
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	19	23	21	21
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	3	3
Taxe sur les achats de viande	0	0	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	10	12	12
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	1	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	223	223
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	153	297	294	294
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	59	93	105	105
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	70	73	73
Prélèvements sur les paris sportifs	8	11	12	12
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	6	12	12	12
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	16	28	28
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	-	-
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10	13	23	23
Autres taxes	21	35	27	27
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>29 034</b>	<b>54 182</b>	<b>49 961</b>	<b>49 926</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)</b>	<b>21 521</b>	<b>43 275</b>	<b>39 309</b>	<b>39 274</b>

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	27	27	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>175</b>	<b>1 654</b>	<b>109</b>	<b>110</b>
Revenus du domaine public non militaire	21	25	31	31
Autres revenus du domaine public	6	10	45	45
Revenus du domaine privé	5	8	13	13
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	1 466	7	7
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	142	143	11	12
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	2	2	2
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>52</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>102</b>
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	49	97	86	86
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	2	2	14	14
Autres recettes diverses	0	1	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>69</b>	<b>69</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	37	37
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	6	5	5
Intérêts des autres prêts et avances	0	2	3	3
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	21	21
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	0	3	3





	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>112</b>	<b>112</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	1	1
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	0	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	10	14	95	95
Frais de poursuite	4	4	12	12
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>125</b>	<b>198</b>	<b>176</b>	<b>176</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	8	14	0	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	9	10	5	5
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	77	120	61	61
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	7	7
Frais d'inscription	0	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	0	0	6	6
Recouvrements après admission en non-valeur	22	29	34	34
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	5	6	6
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	2	2	13	13
Produits divers	1	1	2	2
Autres produits divers	4	15	39	39
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>397</b>	<b>2 006</b>	<b>568</b>	<b>569</b>



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 678</b>	<b>-8 119</b>	<b>-9 222</b>	<b>-9 222</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 152	-6 352	-6 877	-6 877
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-6	-6
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (2)	0	0	-61	-61
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-183	-1 133	-1 006	-1 006
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-306	-306
<b>Dotations</b> élu local	0	0	-11	-11
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-7	-7
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-83	-83
<b>Dotations</b> départementales d'équipement des collèges	-3	-3	-54	-54
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	-110	-110
<b>Compensation</b> d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux (2)	0	0	-29	-29
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (2)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-324	-614	-422	-422
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-2	-158	-158
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-15	-15	-70	-70
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-19	-19
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (1)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales (1)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne</b>	<b>-4 737</b>	<b>-6 207</b>	<b>-5 882</b>	<b>-5 882</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-8 415</b>	<b>-14 326</b>	<b>-15 104</b>	<b>-15 104</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds de concours ordinaires et spéciaux</b>	55	58	307	307
<b>Fonds de concours - coopération internationale</b>	10	11	13	13
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>65</b>	<b>69</b>	<b>320</b>	<b>320</b>



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février						
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes		
			2012	2011 retraité	2012	2011 retraité	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 262</b>	<b>5 208</b>	<b>8 486</b>	<b>8 240</b>	<b>11 514</b>	<b>7 795</b>	<b>3 028</b>	<b>-445</b>	<b>-445</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	0	34	0	0	34	0	34	0	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	8	90	8	0	122	136	114	136	136
Développement agricole et rural	1	7	1	0	10	11	9	11	11
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	15	4	15		18		3	0	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	17	17	10	17	83	0	73	73
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	1 173	0	1 173	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	0	3	1	0	1	-3	-3
Pensions	4 221	5 021	8 445	8 227	10 104	7 560	1 659	-667	-667
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	35	0	0	35	5	35	5	5
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>7 396</b>	<b>3 415</b>	<b>14 683</b>	<b>16 532</b>	<b>5 543</b>	<b>5 671</b>	<b>-9 140</b>	<b>-10 861</b>	<b>-10 861</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	17	0	0	17	17	17	17	17
Avances à l'audiovisuel public	274	178	548	537	292	284	-256	-253	-253
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	0	0	34	0	34	34
Avances aux collectivités territoriales	7 039	3 220	14 044	14 592	5 234	5 138	-8 810	-9 454	-9 454
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	-	0	-	0	-	-
Prêts à des Etats étrangers	83	0	91	1 403	0	198	-91	-1 205	-1 205
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes de commerce</b>	<b>930</b>	<b>1 040</b>	<b>3 670</b>	<b>3 848</b>	<b>3 812</b>	<b>4 029</b>	<b>142</b>	<b>181</b>	<b>181</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	52	113	79	75	113	5	34	-70	-70
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11	7	18	15	11	22	-7	7	7
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	118	0	0	118	234	118	234	234
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	33	92	59	32	92	8	33	-24	-24
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	833	708	3 513	3 665	3 476	3 712	-37	47	47
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	1	2	1	5	2	4	1	-1	-1
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	54	0	42	0	-12	-12
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	2	0	2	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>34</b>	<b>379</b>	<b>14</b>	<b>379</b>	<b>379</b>
Emission des monnaies métalliques	0	0	4	0	1	0	-3	0	0
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	18	16	0	33	379	17	379	379
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>12 588</b>	<b>9 681</b>	<b>26 859</b>	<b>28 620</b>	<b>20 903</b>	<b>17 874</b>	<b>-5 956</b>	<b>-10 746</b>	<b>-10 746</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>12 588</b>	<b>9 663</b>	<b>26 843</b>	<b>28 620</b>	<b>20 870</b>	<b>17 495</b>	<b>-5 973</b>	<b>-11 125</b>	<b>-11 125</b>



Unité : million €

<b>Trésorerie au 1er janvier 2012 (*)</b>	<b>-94 667</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>11 133</b>
<b>Solde au 29 février 2012</b>	<b>-83 534</b>

A titre d'information, la variation de trésorerie du mois de février 2012 est de 12 303 millions €.

En raison de la reprise échelonnée des comptes de la gestion 2011, les données issues du système d'information CHORUS n'intègrent pas à ce jour la totalité des comptes du bilan d'ouverture nécessaire à la conception détaillée du tableau des flux de trésorerie habituellement présenté dans la situation mensuelle de l'Etat. Une présentation simplifiée est donc portée dans la présente situation mensuelle.

\* La trésorerie cumulée de début de période diffère de celle présentée dans la SME au 31 janvier 2012 en raison d'écritures d'inventaire 2011 corrigeant la trésorerie arrêtée en date comptable du 31/12/2011.



		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2012
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Organismes d'assurance et de réassurance	186	133	319
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 395	0	6 395
	La Poste	1	1	2
	Autres organismes à caractère financier	138	43	181
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 297	-399	898
	Départements	5 082	-1 314	3 768
	Communes	18 123	-1 439	16 684
	Hôpitaux	3 221	485	3 706
	HLM	205	134	339
	Autres CEPL	16 804	-65	16 739
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	31 216	-134	31 082
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 634	-176	8 458
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	831	2 302	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	411	934	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	14 054	-823	13 231	
<b>Communautés européennes</b>	877	-168	709	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	74	2	76	
GIP	338	-5	333	
EPLÉ	1 904	295	2 199	
Autres correspondants	6 056	-114	5 942	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	246	-248	-2	
			0	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	2 086	171	2 257
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	4 032	369	4 401
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	26	-26	0
	<b>Total Passif (A)</b>	<b>122 991</b>	<b>-2 038</b>	<b>120 953</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>	1	0	1	
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>	2	2	4	
	<b>Total Actif (B)</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
	<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>	<b>122 988</b>	<b>-2 040</b>	<b>120 948</b>

Le solde de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants diffère de celui présenté dans la SME au 31 janvier 2012 en raison d'écritures d'inventaire 2011 corrigeant le solde en date comptable du 31/12/2011



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2012
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 312 979</b>	<b>20 496</b>	<b>1 333 475</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	19 782	907 667
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	17 125	747 627
- <i>taux variable</i>	138 497	2 504	141 001
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	2 252	249 550
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	1 314	240 057
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-1 538	176 258
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>238</b>	<b>0</b>	<b>238</b>
Dettes exigibles	238	0	238
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	0	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>7 395</b>	<b>-499</b>	<b>6 896</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 320 612</b>	<b>19 997</b>	<b>1 340 609</b>

Le solde de la dette au 31/12/2011 diffère de celui présenté dans la SME au 31 janvier 2012 en raison d'écritures d'inventaire 2011 corrigeant la dette arrêtée en date comptable du 31/12/2011



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R & D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.